



Comité logement
de la Petite Patrie



RAPPORT D'ACTIVITÉS 2020 – 2021

Affichette pour mobiliser en vue de la manif des locataires du 24 avril 2021, la plus grosse manif depuis la promulgation de la Journée des locataires.

LES LOYERS AUJOURD'HUI, C'EST DU VOL!

372 \$ = loyer moyen d'un 3 1/2 en 1991

630 \$ = ce loyer qui suit l'inflation de 1991 à 2021

1042 \$ = loyer réel d'un 3 1/2 en 2021!!!

ÇA PREND UN CONTRÔLE OBLIGATOIRE DES LOYERS!

ENSEMBLE ARRÊTONS CES ABUS

 Comité logement de la Petite Patrie

Manif nationale des locataires samedi 24 avril 2021
Départ dans Petite Patrie: Métro Beaubien 12 h
(on rejoint la manif montréalaise au métro Parc à 13h30)

Table des matières

Faits saillants.....	4
L'année en chiffres.....	5
Logement privé.....	6
Logement social.....	7
Crise du logement.....	8-9
Concertation.....	10-11
Lutte à la pauvreté.....	12-13
Mobilisation et vie associative.....	14-15
Le mot de la fin.....	16
Le comité logement en quelques chiffres.....	16
Mission du Comité logement de la Petite Patrie.....	18

La pandémie aggrave les problèmes des locataires. Il y a d'abord les problèmes de salubrité. Les inspecteurs des arrondissements et de la Ville de Montréal ont cessé toutes visites, sauf pour des cas rarissimes. Les propriétaires profitent de la pandémie pour ne rien faire. Le comité logement est aussi pris au dépourvu. Nous ne pouvons plus accompagner les locataires vulnérables lors des opérations d'exterminations de vermines et il est devenu presque impossible de visiter les logements.

Les locataires à faible revenu en recherche de logement ne trouvent que des logements insalubres, voire des taudis. En temps de COVID, la plupart des visites sont remplacées par un album photo qui cache habilement les problèmes et défaillances des logements. Des locataires hésitent grandement à signer un nouveau bail dans ces conditions et se résignent à habiter des logements inadéquats.

La Régie du logement change de nom, mais continue ses mauvaises pratiques. Le Tribunal administratif du logement a cessé de recevoir les locataires en personne et impose une demande par internet, ce qui nécessite une carte de crédit et une connaissance experte d'un formulaire complexe et d'une procédure incompréhensible. Au moment de leur audience, les locataires ont à produire des preuves complexes. En temps de COVID, il devient difficile de préparer les locataires et, pour les plus vulnérables, de les accompagner à leur audience. Les nouvelles procédures de signification des preuves documentaires causent aussi des maux de tête aux locataires.

Pendant ce temps, les propriétaires sont encouragé.e.s par leurs associations à faire les démarches pour résilier le bail de leurs locataires. Les chiffres montrent en effet que la crise sanitaire n'a pas freiné la mécanique d'expulsion des locataires, bien au contraire. Ces agissements heurtent gravement les moins nantis mais en temps de crise du logement, elles font mal à toutes les classes sociales, sauf évidemment les plus riches.

Un autre immense problème, c'est la fracture numérique. Les personnes nanties ont des ordinateurs, des tablettes, des téléphones cellulaires, des caméras et sont généralement habituées à naviguer dans le monde numérique. Les personnes à modeste ou faible revenu ont moins accès à ces outils et ont tendance à éprouver des difficultés à se débrouiller dans ce nouveau monde qui leur est imposé à la vitesse de l'éclair, en particulier pour faire les démarches légales et administratives. Même le comité logement a été obligé de détourner une partie de ses ressources financières et humaines pour s'adapter à ces nouvelles technologies.

Un autre problème est celui des pertes d'emploi touchant les personnes à bas salaire. Une perte d'emploi expose les locataires à avoir de la difficulté à payer leur loyer. La réponse du gouvernement face à cette situation : un prêt remboursable. Comparé aux somptueuses subventions versées aux compagnies, l'aide apportée aux personnes dans le besoin est une insulte à l'intelligence humaine. Autre problème : les personnes vivant de l'aide sociale n'ont pas droit à la PCU, mais font face à de nouvelles dépenses comme tout le monde. Enfin, un autre problème qui n'est mesuré nulle part est celui du confinement des locataires dans de petits logements misérables. C'était choquant de voir les membres du gouvernement pavaner dans leurs immenses châteaux en dansant ou en jouant du piano. Quelle absence d'empathie!

La COVID a jeté un éclairage crû sur les inégalités générées par les politiques néolibérales et leur impact direct sur la santé et le bien-être de la population. La crise du logement actuelle frappe de plus en plus de gens de différentes classes sociales. Une sensibilité nouvelle se développe face à l'accroissement de ces inégalités sociales. Jamais nous n'abandonnerons l'espoir qu'une société juste verra le jour et nous appelons la population à se mobiliser pour la rendre possible!

(cet éditorial est extrait d'un article du comité logement paru dans le dernier numéro de La Grogne, le journal de la Coalition contre la pauvreté de la Petite Patrie, distribué à tous les ménages du quartier).

2014

locataires rejoint.e.s par le comité logement pour résoudre les 2 617 problèmes suivants:

831	information sur le bail
395	hausse de loyer
296	état des logements
232	reprise de logement et éviction
174	présence de vermine et d'insalubrité
142	résiliation et cession de bail
111	recherche de logement
105	problème de voisinage
95	logement social
88	spéculation
76	intimidation, harcèlement
56	retard et non paiement de loyer
16	encombrement

429 993

couverture des 154 publications de notre page Facebook (autrement dit, nos publications ont défilé dans les fils d'actualité Facebook plus de 429 993 fois).

266

nombre de réunions, rencontres, comités et assemblées auxquelles ont participé trois membres de l'équipe de travail pour faire avancer le droit du logement, la lutte à la pauvreté et la conversion du 6839 Drolet en Centre social et communautaire.

58

nombre de reportages journaux, télé et radio, ainsi que lettres d'opinions publiés dans les médias traditionnels et numériques en lien avec notre rapport sur les reprises et évictions de logement, *Entre fraude et spéculation*. Nos efforts ont conscientisé la société québécoise sur le lien très fort entre la spéculation immobilière, les hausses de loyer abusives et les reprises, évictions et rénovictions.

38

nouvelles unités de logement social pour le quartier. Il s'agit du projet de la Maison le Parcours dans l'ancien édifice de la Maison Ste-Anne: 38 unités entièrement subventionnées pour des personnes seules et/ou ayant des problèmes de santé mentale. Un beau projet pour des besoins importants dans le quartier!

Plusieurs milliers de locataires de la Petite Patrie consacrent la moitié de leurs revenus à payer leur loyer, vivent dans des logements insalubres ou insécuritaires, subissent du harcèlement, de la discrimination, etc. D'autres sont aux prises avec des menaces d'éviction, une reprise de logement ou subissent une des nombreuses tactiques des propriétaires pour hausser leur profit.

LES MOYENS	LES RÉSULTATS
Permanence • Une employée est exclusivement affectée à la permanence en tout temps, du lundi au jeudi, de 9h30 à 16h30, en télétravail durant la crise sanitaire. Les autres membres de l'équipe de travail ont soutenu la permanence, notamment en répondant aux demandes faites par courriels et Facebook	• 2 617 problèmes de logement traités par le comité logement. • Nous estimons qu'environ la moitié ont mené à des actions de la part des locataires. Nous estimons qu'environ 10% de ces demandes nécessitent de nombreux rendez-vous, un encouragement constant et un suivi intensif. • La crise du logement frappe fort les locataires cette année. Nous constatons que les locataires ont plus de problèmes cumulés et que les problèmes de voisinage sont nombreux et difficiles à résoudre en raison de la COVID.
Soutien aux démarches légales et administratives • Rédaction de mises en demeure • Préparation à des audiences • Aide pour compléter des formulaires • Suivi de demandes particulières	• 29 demandes ont nécessité une aide pour remplir des formulaires (allocation-logement, HLM, impôt, etc). • 163 mises en demeure ont été rédigées, une procédure qui demande du temps important de recherche et de rédaction. • 200 soutiens aux démarches légales et administratives. • De nombreuses demandes ont nécessité des échanges avec le service psycho-social du CIUSSS.
Rencontres d'information • Information aux locataires. • Rencontres pour susciter un effet multiplicateur dans l'entourage des locataires	• L'équipe de travail a donné seize rencontres d'information (rejoignant 111 personnes) sur les droits des locataires sur notre plate-forme numérique et avec les membres du groupe Hirondelle pour les nouveaux arrivants à Montréal.
Tournant numérique et accueil au bureau en réaction à la COVID • Ajustement des outils de travail pour répondre aux demandes des locataires en télétravail par téléphone, courriel et Facebook • Embauche d'une personne située dans la tranche d'âge à risque minime, pour répondre aux locataires en personne une journée par semaine sans rendez-vous • Information aux locataires vulnérables et à la population en général des nouveaux moyens de nous rejoindre	• Nous avons adapté nos outils au confinement et au télétravail : mise en commun des dossiers sur un espace disque partagé ; abonnement de la coordonnatrice à internet pour effectuer ses tâches en télétravail ; achats d'ordinateurs et d'outils numériques ; mise en place d'une plateforme de communication vidéo ; création d'une fiche numérique pour la permanence et de divers outils numériques facilitant les tâches de l'équipe en télétravail. • La fermeture temporaire et le réaménagement sanitaire du local de La Place a interrompu notre point de service dans l'Est. • Pour répondre aux locataires vulnérables en personne au local du comité logement seulement, nous avons procédé à l'embauche d'une personne une journée par semaine, rendue possible avec des subventions non récurrentes. • Pour le 1er juillet, nous avons informé 500 ménages vulnérables sur la période du déménagement, par l'entremise des comptoirs alimentaires du CRACPP. À l'automne, nous avons par la suite envoyé un dépliant par la poste aux ménages du quartier pour informer sur les façons de nous joindre.

La spéculation immobilière empêche de faire des acquisitions de terrain pour du logement social. Le marché privé a les mains libres et l'encouragement du gouvernement pour continuer ses ravages. Le programme AccèsLogis continue de s'atrophier par la faute des élu.es. Cette année, aucune nouvelle construction de logements sociaux n'est prévu, encore une fois. L'impasse est totale et l'étau se referme sur la population moins nantie. Même la classe moyenne éprouve des difficultés à se loger! C'est dans ce contexte que nous avons mobilisé une opposition citoyenne et solidaire très vive contre les politiques d'austérité.

LES MOYENS	LES RÉSULTATS
Réponses aux demandes d'information sur le logement social dans la Petite Patrie	• En raison de la COVID, nous avons annulé toutes les rencontres d'information en personne. 17 locataires ont participé aux 2 rencontres d'information via notre plateforme numérique. L'accompagnement en personne demeure irremplaçable pour ce type d'activité. • 95 demandes d'information répondues à l'accueil.
Concertation avec le milieu • Rencontres de la Table de concertation logement / aménagement de la Petite Patrie • Participation au conseil d'administration de Bâtir son quartier en tant que représentant du secteur de la Petite Patrie • Réalisation de logements sociaux et communautaires • Concertation avec l'arrondissement Rosemont-Petite Patrie pour l'aménagement de Bellechasse et pour des leviers de développement de logement sociaux	• Le comité logement a préparé et animé 18 rencontres de travail de la Table logement / aménagement de la Petite Patrie. • Le comité logement a participé à 10 rencontres du conseil d'administration de Bâtir son quartier et à son assemblée générale annuelle. • La demande de subvention à Centraide rédigée par le CLPP pour le RTCPP (mobiliser pour le site Bellechasse) a été accordé. En raison de l'annulation des consultations pour cause de COVID, le montant a été mis en réserve jusqu'à la prochaine année. • La Ville de Montréal a adopté son Règlement « 20-20-20 » qui oblige les promoteurs de condos à faire des efforts pour le logement social. Le comité logement y a présenté un mémoire, appuyé par les membres de la Table logement, pour demander des modifications permettant la construction de nouveaux logements sociaux dans la Petite Patrie, un quartier en grand manque de logement social. Nos demandes sont restées lettre morte, tout comme les autres demandes des groupes alliés. Par contre, il faut tout de même se réjouir de voir cette nouvelle avenue pour répondre aux besoins des mal-logé.es. • Le projet de logements sociaux de la Maison le Parcours dans l'ancien immeuble de la Maison Ste-Anne a reçu un financement important du gouvernement fédéral, ce qui permettra de faire émerger ce projet rapidement (38 unités pour personnes seules et/ou ayant des problèmes de santé mentale).
Mobilisation de la société civile pour sensibiliser la population au manque de financement du logement social et communautaire	• Le comité logement constate avec ses partenaires que le financement du programme AccèsLogis est tellement atrophié qu'il met en danger le développement du logement social. Un rapport du vérificateur général sur le programme AccèsLogis, publié en octobre 2020, remet même en question l'avenir de ce programme. C'est pourquoi la Table logement / aménagement de la Petite Patrie s'est adressé à l'Association des groupes de ressources techniques du Québec pour mobiliser la société civile sur cet enjeu. Le résultat demeure mitigé, car au final une lettre a été publiée dans les journaux, sans plus. Il faudra faire mieux et rapidement, sans quoi le logement social est compromis.

Les locataires de la Petite Patrie sont aux prises avec un processus de gentrification: appauvrissement suite à des fortes hausses de loyers, éviction des logements, insalubrité et insécurité. Le comité logement consacre beaucoup de ressources à cette lutte. Notre stratégie d'intervention consiste à aider, soutenir et accompagner les locataires pour les maintenir dans leur logement dans des conditions acceptables.

LES MOYENS

Sensibilisation de l'opinion publique et des élu.es sur le problème des reprises et des évictions malveillantes de locataires

- Publication du rapport *Entre fraude et spéculation*
- Organisation d'une conférence de presse
- Représentations politiques



Un rapport historique et dévastateur

Regroupement de locataires victimes de tactiques spéculatives

- Recoupement des informations de reprises fournies par les locataires et enquêtes sur les fraudes
- Prises de contact avec les locataires et dans les cas les plus urgents, visites des immeubles
- Organisation de rencontres collectives sur une plateforme virtuelle avec les locataires d'un même immeuble pour les informer de leurs droits et collectiviser leur lutte
- Accompagnement des locataires dans leurs démarches légales

LES RÉSULTATS

- La conférence de presse prévue pour mars 2020 a enfin été tenue le 14 décembre 2020 pour lancer publiquement le rapport *Entre fraude et spéculation*.
- La couverture médiatique du lancement est une grande réussite. Nous comptons un total de 58 reportages dans les médias. Tout le monde sait que les reprises et évictions sont souvent frauduleuses!
- Le cabinet de la Ministre de l'habitation a accepté de nous rencontrer suite au lancement du rapport et par la suite, une rencontre a été planifiée avec un groupe de travail présidée par la Ministre. La présence des associations de propriétaires à ce groupe de travail ralentit les discussions. Ce n'est jamais facile d'améliorer le droit du logement mais nous sommes tenaces!
- Suite à nos représentations auprès du responsable de l'habitation de la Ville de Montréal, le Comité exécutif de la Communauté métropolitaine de Montréal, ainsi que le Conseil municipal de la Ville de Montréal, adoptent des résolutions qui demandent de meilleures mesures de protection du parc locatif et félicitent le travail des comités logement.
- Le RCLALQ est en voie d'adopter une revendication demandant un contrôle et un suivi obligatoire des reprises et évictions.
- Nous avons regroupé les locataires de 8 immeubles, ce qui représente un total de 78 ménages.
- Pour chacun de ces immeubles, nous avons aidé à colliger et analyser des informations, rédiger des mises en demeure, organisé des rencontres collectives et individuelles à de nombreuses reprises et, pour certains immeubles, accompagné les locataires plus vulnérables dans leurs démarches juridiques.
- Comme résultat de ce travail, nous constatons des gains pour 5 immeubles. La plupart de ces locataires ont tout de même négocié leur départ, à des conditions bien plus avantageuses que quand ils étaient laissés à eux-mêmes.
- Nous constatons qu'étant donné la folie spéculative en cours, les propriétaires n'hésitent pas à proposer 20 000\$ et même 30 000\$ aux ménages locataires pour acheter leurs baux.

LES MOYENS	LES RÉSULTATS
Sensibilisation • Rédaction et publications de lettres dans les journaux et les médias numériques • Sensibilisation aux impacts des gains faits par les locataires en terme de frein à la spéculation immobilière • Sensibilisation aux objectifs visés par les changements légaux revendiqués • Sensibilisation auprès de nos allié.e.s au niveau local, régional et national pour tisser de nouvelles solidarités autour de nos revendications • Interventions publiques pour informer sur les mobilisations et les revendications	• Nous avons rédigé plusieurs lettres et articles à faire paraître dans les médias. Trois publications ont été retenues: une réplique aux mensonges de la CORPIQ sur les évictions et reprises de nature frauduleuses dans Ricochet Média, une lettre commune avec nos partenaires du CRACH sur le rôle gentrificateur de l'Université de Montréal dans Ricochet Média, et une lettre dans la Presse pour rectifier les faits et insister sur les vraies causes des reprises et évictions frauduleuses. • Les changements légaux et sociaux que nous revendiquons sont de longues luttes qui demandent de la patience. Nous constatons cependant qu'en attendant ces changements, le meilleur moyen de garder les logements abordables dans la Petite Patrie consiste à résister aux hausses abusives et aux reprises et évictions frauduleuses. Nous sensibilisons les locataires et nos allié.e.s à cette réalité, en personne et par l'entremise de notre bulletin d'info. • Nous avons rédigé un article dans le journal local La Grogne (de la Coalition contre la pauvreté de la Petite Patrie) qui sera distribué à 31 000 ménages du quartier pour sensibiliser la population aux problèmes des locataires, exacerbés par la COVID. • Nous avons travaillé avec un cinéaste engagé (Charles-Olivier Bourque), avec Christian Vanasse comme porte-parole, pour réaliser 3 vidéos sur les reprises et évictions frauduleuses et mobiliser pour la marche de la journée des locataires. Ces vidéos ont défilé plus de 27 587 fois dans les fils d'actualité Facebook.

LES MOYENS	LES RÉSULTATS
Mobilisation • Recherche d'appuis locaux • Collectivisation des luttes politiques • Actions directes	• Étant donné les mesures sanitaires strictes et la conjoncture sur la crise du logement, nous avons décidé de concentrer tous nos efforts de mobilisation sur la manif des locataires du 24 avril. • Nous avons contribué à la campagne du RCLALQ en obtenant l'appui de 22 groupe du quartier au contrôle des loyers. • Le Comité exécutif de la Communauté métropolitaine de Montréal, ainsi que le Conseil municipal de la Ville de Montréal adoptent des résolutions qui demandent au Gouvernement du Québec de mettre en place un registre des loyers, ainsi qu'un contrôle et un suivi obligatoire des reprises et évictions. Ces résolutions soulignent le travail exceptionnel des comités logement. • En vue de la manif des locataires, une employée de l'équipe de travail coordonne la confection d'une bannière de 63 pieds de large et de 6 bombes géantes pour dénoncer l'explosion des loyers. • Le comité logement organise une marche dans le quartier pour aller rejoindre le départ de la manif à Parc Extension. C'est un grand succès! 50 personnes nous rejoignent au départ du Métro Beaubien et durant la marche, d'autres personnes se joignent pour former un contingent de 200 personnes qui rejoignent la grande manif. • La manif du 24 avril 2021 restera gravée comme la meilleure mobilisation de la journée des locataires du 24 avril depuis sa création il y a de ça une quinzaine d'années environ. Plus de 1000 personnes ont marché dans les rues de Parc Extension! • La ministre de l'habitation demeure sourde à nos revendications, malgré la quasi-unanimité de la société civile. Qu'à cela ne tienne, nous savons que les luttes sont longues pour le droit du logement.

NOS PARTENAIRES ET LIEUX DE CONCERTATION	LES RÉSULTATS
Intervention hébergement • Maison des aînés, Le Pélican, SHAPEM, Face-à-Face, FOHM, FECHIMM, Carrefour Rosemont, Office municipale d'habitation de Montréal, SHDM, Vis à vie, FECHIMM Intervention d'aide aux locataires et référence • Service de première ligne du CLSC local, Centre de ressources et d'action communautaire, Groupe L'Entregens, Le SIV, Mouvement Action-Chômage, Le Fil, ACEF du Nord, Écono-logis, service de médiation citoyenne Trajet, Écho des femmes de la Petite Patrie, Au Bas de l'échelle, Régie du bâtiment, 811, Pastorale sociale, Table des aînés, Service de prévention des incendies, Aide juridique, Option-consommateur, Abus-aînés, Multi-femmes, Transit, Centre de justice de proximité, Suicide action, Emploi Québec, Commission d'accès à l'information, Juripop, Exequo, Droits devant, Écoute-entraide, SOS violence conjugale	Les résultats suivants tiennent compte uniquement des données enregistrées à l'accueil permanent : • Plus de 100 locataires ont été référés à ces services en hébergement (parfois avec accompagnement). Dans certains cas, les intervenant.e.s se déplacent au comité logement pour coordonner leurs interventions. • Nous avons reçu 89 demandes pour des problèmes liés au voisinage. Un bon nombre sont référés à un service de médiation sociale. • 45 locataires ont profité d'un soutien quasi-hebdomadaire par la permanence et le service psychosocial du CLSC local. • Une dizaine de locataires ont été référencés au fonds d'urgence de l'ACEF pour payer le loyer.
Concertation locale • Arrondissement Rosemont-La Petite-Patrie • Coalition contre la pauvreté de la Petite Patrie • Table logement / aménagement Petite Patrie • Regroupement des tables de concertation de la Petite Patrie (RTCPP) • Table de concertation en sécurité alimentaire de la Petite Patrie • Comité d'action pour la qualité de vie des aîné.e.s de la Petite Patrie (CAQVAPP) • Député provincial de Gouin	• Nous avons participé à 3 rencontres de concertation avec le Service des permis et inspection de l'arrondissement, pour faire un arrimage en temps de pandémie. • Nous avons participé à 18 rencontres de la Coalition contre la pauvreté pour concevoir, produire et distribuer le journal communautaire La Grogne, qui sera distribué à toutes les 31 000 portes du quartier. • Le comité logement a participé à 31 rencontres du RTCPP, principalement au conseil d'administration. • Nous siégeons au comité aînés du quartier (CAQVAPP) et avons participé à 6 rencontres. Un fait saillant est la pétition demandant une commission d'enquête sur la situation dans les CHSLD, qui a été portée par le comité logement, le CAQVAPP et le RTCPP. La pétition signée par près de 3 000 personnes a été déposée à l'Assemblée nationale par le député de Gouin. • Nous avons donné un coup de main à l'Opération des fêtes du CRAC de la Petite Patrie. • Nous avons assuré une présence à la Foire alimentaire de La Place le 20 juin. • Nous avons rencontré les élu.e.s de l'arrondissement, de la Ville de Montréal, du bureau de Gouin ainsi que le ministère de l'habitation à 16 reprises pour faire valoir nos revendications d'un contrôle et suivi obligatoire des reprises et évictions frauduleuses.

Concertation régionale

- Bâtir son quartier
- Service d'inspection de la Ville de Montréal
- Groupes de Montréal du Regroupement des comités logement et associations de locataires du Québec (RCLALQ)
- Collectif de recherche et d'action sur l'habitat (CRACH)

- Nos dossiers locaux portés au niveau régional: mobilisation pour bonifier les programmes de logements sociaux et communautaires, protection du parc locatif, accompagnement des locataires vulnérables pour l'extermination de la punaise et lutte contre l'insalubrité.
- Nous avons rencontré le service d'inspection de la Ville centre pour faire un suivi d'intervention dans les immeubles les plus problématiques du quartier.
- Nous avons participé à 11 rencontres des Groupes de Montréal du RCLALQ pour nous concerter sur la protection du parc locatif et l'insalubrité des logements.
- Nous avons été sollicité pour intervenir à un séminaire de maîtrise d'un de nos partenaires du CRACH à l'Université de Montréal auquel assistait une quinzaine d'étudiant.e.s.

Concertation nationale

- Regroupement des comités logement et associations de locataires du Québec (RCLALQ)

- Le comité logement fait partie du conseil d'administration du RCLALQ. À ce titre, nous avons participé aux 17 rencontres du CA. Outre cet important engagement, nous participons à près d'une vingtaine de rencontres de concertation (AG, Congrès, Journée des locataires, comité aînés, conférence de presse, avocat véreux, etc.).
- Nous avons participé en novembre à une mobilisation du RCLALQ soulignant les 40 ans d'inaction du Tribunal administratif du logement en matière de contrôle des loyers. Nous avons collectivement remis un cadeau à la ministre de l'habitation: un contrôle obligatoire et un registre des loyers!

LES MOYENS

Un Centre social pour le quartier:

- Le comité logement coordonne toutes les opérations menant à doter le quartier de son premier Centre social et communautaire
- L'achat de l'immeuble au 6839 Drolet nécessite un important montage financier

LES RÉSULTATS

- La déléguée du comité logement a animé 17 rencontres durant l'année pour le projet d'acquisition du Centre social.
- Les ententes de subvention avec la Ville de Montréal et l'arrondissement ont été renouvelées.
- Le coût des travaux de mise au norme du bâtiment sont beaucoup plus élevés. Les prêteurs hypothécaires exigent de nouvelles études. Le Fonds immobilier communautaire devient en nouveau joueur qui nous permettra de réaliser des études et de boucler enfin le montage financier.
- Une importante fondation se montre intéressée à participer au projet après l'achat de l'immeuble.

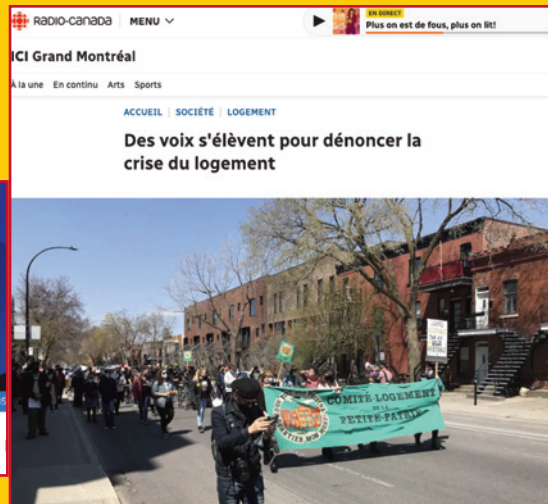


Action directe devant les locaux du Tribunal administratif du logement pour souligner 40 ans d'inaction en matière de contrôle des loyers, le 10 novembre 2020.

Nous croyons aux vertus de l'action collective et solidaire pour faire face aux problèmes de pauvreté et d'exclusion sociale vécus par les résident.e.s du quartier. L'action collective permet de trouver ensemble des alternatives intelligentes à ces problèmes et d'inclure la voix de chacun et chacune dans les revendications. Le nombre fait la force!

LES MOYENS	LES RÉSULTATS
Lutte à l'insalubrité des logements • Rencontres de concertation avec nos partenaires institutionnels: service de permis et inspection de l'arrondissement, service d'inspection de la Ville centre et volet salubrité de l'Office municipal d'habitation de Montréal • Intervention soutenue avec des locataires aux prises avec des problèmes d'encombrement et/ou de salubrité grave	• La lutte à l'insalubrité passe par la concertation avec nos partenaires. Tel que détaillé dans la section précédente, nous avons rencontré à 3 reprises le Service des permis et inspection de l'arrondissement pour discuter des possibilités d'intervention sur l'insalubrité des logements en temps de pandémie, ainsi que le service d'inspection de la Ville centre à une occasion pour faire un suivi d'intervention dans les immeubles les plus problématiques du quartier. • Nous avons soutenu les démarches d'une intervenante de l'Office municipal d'habitation de Montréal pour faire pression sur un propriétaire délinquant. • Malgré la COVID, nous avons visité 9 logements avec de graves problèmes d'insalubrité. • Nous sommes intervenus pour aider et soutenir 16 locataires aux prises avec des problèmes d'encombrement et leur éviter la perte de logement.
Des outils pour rejoindre les locataires plus vulnérables • Production d'outils d'information et d'accompagnement pour améliorer les conditions de logement des locataires plus vulnérables  Nous avons distribué un dépliant à 14 000 ménages du quartier pendant la pandémie pour informer les locataires, surtout les ménages en situation difficile, sur les façons de nous rejoindre,	• Nous avons obtenu un complément de financement de la Direction de santé publique de Montréal pour prolonger notre intervention pour améliorer l'état des logements, cette fois en informant les locataires de leurs droits et recours face à un propriétaire récalcitrant. • Nous avons produit et distribué un dépliant à 14000 ménages du quartier, en ciblant les locataires plus vulnérables, pour les informer de leurs droits et recours en matière de logement et sur les façons de nous rejoindre en temps de pandémie. • Nous avons conçu et imprimé 1200 fiches d'accompagnement simple et accessible pour les locataires vulnérables afin qu'ils utilisent les recours disponibles pour habiter un logement sain et salubre. • Nous avons conçu et imprimé 300 cahiers d'information pour les intervenants communautaires et institutionnels sur les droits, recours et nouvelles procédures au tribunal du logement. • Ces outils ont été rendus disponibles sur notre page web.

La crise du logement a durement frappé les locataires en cette année de pandémie. Les reportages se sont multipliés. Ce n'était pas une année de tout repos!



Évictions de locataires à la pelle

Des logements de plus en plus chers au Québec

Une crise qui traverse la province

Perdre son appartement pour un simple bout de papier

Contre la crise du logement, un contrôle obligatoire des loyers?

C'est ce que réclament des organismes de défense des droits des locataires.

Interdite d'accès avant même d'emménager



Le manque de mordant du Tribunal administratif du logement dénoncé

Crise du logement

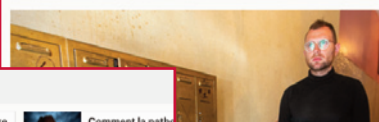
Loyers en folie



« Si on n'agit pas, Montréal deviendra le prochain Vancouver »



Logement
Les irréductibles Gaulois de la rénovation



85 % des évictions seraient frauduleuses

Un rapport dénonce les tactiques malveillantes de propriétaires dans l'arrondissement de La Petite-Patrie

Vie associative
Mobilisation des membres

UNE PRÉSENCE QUI FAIT LA DIFFÉRENCE



4 juin, La Place
Foire alimentaire Petite Patrie
RTCPP et Table sécurité alimentaire PP



10 novembre 2020, Montréal
Campagne sur le contrôle des loyers
RCLALQ



22 septembre 2020, Zoom
Assemblée générale annuelle
CLPP



Décembre 2020, Petite Patrie
Opération des fêtes
Table sécurité alimentaire PP



24 avril 2020, Parc Extension
La belle bannière de Mélanie!
(activités de confection de matériel visuel)



LE LOCATAIRE ENGAGÉ

n° 68

comitelogementpetitepatie.org

Le locataire engagé
654 abonnés **25** parutions cette année

24 avril 2021, Montréal

Manif des locataires: de grands efforts de mobilisation couronnés de succès!



Le logement est un droit.
Joignez votre voix à la nôtre.



Le logement est un droit.
Joignez votre voix à la nôtre.



Le logement est un droit.
Joignez votre voix à la nôtre.

Nous avons diffusé 3 vidéos dénonçant les reprises et évictions frauduleuses qui ont eu beaucoup d'impact



Nous avons organisé une marche du quartier pour aller rejoindre la grande manif



200 locataires engagés de Petite Patrie ont marché avec les locataires de Montréal pour demander un contrôle des loyers et un contrôle des reprises et évictions



Tout le monde se rappellera ces longs mois de confinement où il a fallu se rencontrer en mode virtuel. C'est mieux que rien du tout, mais c'est une façon épuisante de travailler, surtout lors d'une crise du logement. Nous espérons que les 26 rencontres d'équipe de travail, ainsi que les 240 autres rencontres que nous avons faites cette année en mode virtuel, soient derrière nous et que nous pourrions enfin travailler en face à face.

Photo: rencontre d'une Assemblée de secteur extraordinaire pour le maintien et un meilleur financement du programme AccèsLogis.

LE COMITÉ LOGEMENT EN QUELQUES CHIFFRES

Date de fondation: **24 octobre 1983**

Nombre d'employées: **5 personnes**

Membres du conseil d'administration: **7 personnes**

Nombre de membres : **358 personnes**

Nombre de personnes rejointes: **2 014**

Nombre de demandes par courriel et Facebook: **216**

Nombre de mentions *J'aime* sur notre page Facebook: **1636**

Le Comité logement de la Petite Patrie, fondé en 1983, a pour mandat d'informer, de sensibiliser, de défendre et de représenter les résidant.e.s du quartier, prioritairement celles et ceux socioéconomiquement défavorisé.e.s, sur toutes questions relatives à l'habitation et à l'aménagement urbain. Les deux principaux volets d'action du comité logement sont la défense des droits des locataires et le développement du logement social. Nous favorisons la prise en charge individuelle et collective des personnes et nous soutenons activement les initiatives qui encouragent le regroupement et la solidarité entre locataires.

Nous prêtons une assistance aux personnes aux prises avec des problèmes de logement (augmentation de loyer, présence de vermine, discrimination, mauvais état du logement, bruit, chauffage insuffisant, reprise de logement). Nous informons les gens sur la loi qui régit les relations entre locataires et propriétaires ainsi que le règlement sur l'entretien et la salubrité des logements de la Ville de Montréal. Nous organisons des campagnes de promotion pour l'obtention de nouvelles unités de logement social afin de répondre aux besoins des mal logé.e.s du quartier de la Petite Patrie.

L'équipe de travail permanente:



Embauche additionnelle pour soutenir la permanence:



Les membres du conseil d'administration:





Comité Logement de la Petite Patrie
6839-A Rue Drolet
Montréal, Québec
H2S 2T1

Téléphone : 514-272-9006

Courriel : clpp@bellnet.ca
Site web: comitelogementpetitepatrie.org
facebook.com/comitelogementpetitepatrie

Heures d'ouverture :
Lundi au jeudi, 9 h 30 à 16 h 30

Le comité logement est financé par



Centraide du Grand Montréal



Secrétariat à l'action communautaire autonome et aux initiatives sociales

Montréal 



Rédaction du rapport d'activités: Équipe de travail CLPP

Photographies: Comité logement de la Petite Patrie, RCLALQ, RTCPP, Bâtir son quartier et Facebook